

## Appel à communications

### Usage et consommation des sols dans une perspective historique Définitions, concepts et méthodes

La relation entre les sociétés et les sols est intrinsèque à l'histoire de l'humanité. Intimement liée à la production et la consommation de denrées alimentaires et aux questions de propriété et de rente foncière, elle continue d'évoluer en réponse aux défis mondiaux et aux enjeux du développement durable. Cette relation est aujourd'hui fortement définie par des pratiques d'artificialisation des sols qui, à différentes échelles, menacent de plus en plus le bien collectif et la conservation de la biodiversité. Les pratiques d'urbanisation et les formes intensives de production poussent à fragmenter, éroder et finalement transformer le sol en une marchandise, une « matière première » librement disponible, au lieu de le considérer comme un bien non reproductible. Dans un tel contexte, un retour sur l'évolution des notions d'usage, de consommation et d'artificialisation des sols peut contribuer à une meilleure compréhension des perspectives et des rhétoriques développées au fil du temps et des défis contemporains.

Sur la base de ces considérations, le Laboratoire d'histoire des Alpes (Académie d'architecture de Mendrisio, Université de la Suisse italienne) organise, en collaboration avec l'Université de Lille, un colloque qui propose d'approfondir, à travers une perspective interdisciplinaire : **(1)** la définition de la notion d'usage et de services du sol ; **(2)** les notions de propriété, de droits et de la citoyenneté en lien avec le sol ; **(3)** les perspectives actuelles de développement d'un urbanisme attentif aux sols.

#### **(1) Usages et services du sol**

Dans une perspective historique, il semblerait tout d'abord nécessaire de définir les notions d'usage, de consommation et d'artificialisation de sol en référence aux différentes cultures juridiques et géographiques. Plus précisément, la notion de consommation des sols mérite d'être définie non seulement en termes de valeur de la terre en tant que support pour la réalisation d'immeubles ou pour l'agriculture — qui renvoie au sol comme une simple surface bidimensionnelle sur laquelle placer des (infra)structures, tracer des frontières, définir des propriétés, extraire des richesses —, mais aussi en termes d'entité capable de fournir des « services écosystémiques »<sup>1</sup> et qui le définit en tant que protagoniste actif et vivant, bien que fragile, de la vie humaine et animale.

Dans cette perspective, il serait utile d'historiciser les définitions et les terminologies relatives au sol (fonctions, caractéristiques, valeur, etc.) et de situer, y compris géographiquement, les indicateurs utilisés pour parler de sa consommation et artificialisation<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> « 1. *Provisioning services* : nourriture, eau potable, bois, matières premières, etc. 2. Services de régulation : par exemple, protection contre les inondations, contrôle de la pollution de l'air, etc. 3. Services culturels : services de loisirs, etc. 4. Services de soutien : c'est-à-dire tous les processus qui garantissent les conditions nécessaires à l'existence des écosystèmes », R. Simonetti, *Environnement et services écosystémiques dans le Polesine. Le cas d'étude de Costa di Rovigo (XIIIe-XVIe siècles)*, in D. Canzian et E. Novello (dir.), *Ecosystem Services in Floodplains*, Padoue, 2019, p. 29-30.

<sup>2</sup> Par exemple, les rapports ISPRA, qui surveillent la « consommation des sols » en Italie (en distinguant entre la couverture des sols réversible et non réversible), définissent les pratiques agricoles comme un risque pour les sols. En effet dans ces rapports les parcelles occupées par les bâtiments agricoles, les serres, les zones de stockage et les routes ou les autres infrastructures servant aux activités agricoles sont considérées comme étant « consommées » au même titre que n'importe quelle zone urbanisée, sans tenir compte du fait que la présence des exploitations agricoles est souvent une condition essentielle pour éviter les processus de désaffectation productive et d'abandon des terres.

À partir de ces observations, les pistes d'analyse suivantes sont proposées :

1. Est-il possible de parler de phénomènes de consommation et d'artificialisation des sols au passé ? D'après quelles définitions ?
2. Quelles sont les articulations contemporaines et historiques entre l'usage du sol et sa consommation ?
3. Comment varie la relation entre la rareté du sol et sa consommation aux différentes échelles géographiques et temporelles ?

## **(2) Propriété, droits, citoyenneté**

Le sol est une ressource qui génère différents services écosystémiques au bénéfice de l'humanité. De ce point de vue, on peut se demander s'il est possible de parler d'un « droit au sol », c'est-à-dire d'un dispositif qui garantisse un accès équitable aux services cités plus haut et le plein exercice des droits de citoyenneté par ceux qui en dépendent.

Cependant, le sol est une ressource rare et fragile et, en présence de phénomènes de consommation et d'artificialisation des sols, les services qu'il fournit sont logiquement mis en péril. La question se pose donc de savoir s'il ne faut pas développer, en prioritairement, un véritable « droit du sol », capable de garantir la vitalité et la qualité du sol et, en cascade, d'autres droits.

Les réflexions autour de la propriété commune, la gestion collective des sols et les « nouveaux biens communs »<sup>3</sup> ne sont que quelques-unes des voies qui permettent de faire un pas vers un « droit au sol » voire, éventuellement, un « droit du sol ». Les perspectives relatives aux biens communs semblent davantage opératoires dans les contextes marqués par une présence importante de l'activité agricole. Une telle situation renvoie aux étages de développement propres aux époques préindustrielles ou bien à un nouveau cadre de référence fondé sur de nouveaux principes et un nouveau système de valeurs, d'outils et de lois.

Sur la base de ces observations, les questions suivantes peuvent être formulées :

1. Comment la fragilité des sols a-t-elle été intégrée dans les cultures passées et contemporaines ? Existe-t-il une ligne de démarcation, une limite chronologique à partir de laquelle une prise de conscience de la complexité du sol pour la vie s'opère de manière non réversible dans les cultures contemporaines ?
2. Le « droit du sol » peut-il être configuré comme prévalant sur tous les autres droits s'il est décisif pour la vie elle-même ?
3. Si et dans quelle mesure la consommation des sols diffère dans les territoires de plaine et de montagne ?

## **(3) Pour un urbanisme des sols**

Depuis son origine, l'urbanisme a appréhendé le sol comme une surface inerte sur laquelle implanter des artefacts (bâtiments et infrastructures) plutôt que comme un substrat. Dans les plans de zonage qui, aujourd'hui encore, divisent le territoire entre zones fonctionnellement homogènes ou semi-homogènes soumises à des règles spécifiques d'utilisation des sols, on a tendance à ignorer l'état et la qualité des sols, ainsi que les services écosystémiques qu'ils assurent. Il en suit la répétition de politiques d'aménagement basées sur une vision idéologique et partielle<sup>4</sup>. L'indifférence à l'égard de la valeur écologique des sols se manifeste non seulement à travers la spéculation immobilière, mais aussi dans les décisions des administrations locales pour qui la vente de terres agricoles, au profit de projets infrastructurels, de pôles logistiques et de lotissements spéculatifs, devient un simple outil de politique budgétaire. Cela est en partie lié à une insuffisance de l'état des connaissances des caractéristiques et des fonctions des sols. Pour remédier à cela,

---

<sup>3</sup> U. Pomarici, *Beni comuni*, in Id. (dir.), *Atlante di filosofia del diritto*, I, Turin, 2012, p. 5.

<sup>4</sup> Par exemple, la promotion d'un habitat « dense » au nom de la lutte contre l'artificialisation des sols considérée comme *forcément* plus importante dans les contextes où l'habitat est dispersé.

depuis une dizaine d'années des urbanistes et chercheurs développent des modèles d'« urbanisme des sols »<sup>5</sup> qui met l'accent sur la nécessité d'une meilleure intégration, dans les plans et règlements d'urbanisme, de la capacité des sols à fournir des services écosystémiques ainsi que d'une garantie accrue des « droits du sol ». En outre, il est essentiel de systématiser la collecte et l'analyse des données concernant les sols. Il s'agit d'une condition essentielle pour assurer une plus grande durabilité des interventions et une plus grande prise de conscience scientifique du sujet.

Sur la base de ces observations, on propose quelques pistes d'analyse en mesure de stimuler la réflexion :

1. Quelles sont les nouvelles perspectives sur l'utilisation et la consommation des sols qui émergent dans les pratiques contemporaines d'urbanisme et d'aménagement du territoire? Quels sont les impacts de la digitalisation des services (télétravail, télémédecine,...) sur la sauvegarde ou la consommation des sols ?
2. Compte tenu des connaissances scientifiques et des prises de conscience qui se sont consolidées autour de ce thème, à commencer par la Charte européenne des sols de 1972, comment expliquer les réticences et l'incapacité des politiques et des pratiques d'apporter des réponses concrètes et structurelles ? Quelles sont les solutions possibles pour un changement de paradigme ?
3. Quels enjeux critiques mettent en évidence les études scientifiques et les analyses de suivi ? Quel rôle peuvent-elles jouer dans l'élaboration des pratiques et des politiques futures ?

Le colloque aura lieu les **17 et 18 octobre 2024** à **Mendrisio**, au **Laboratorio di Storia delle Alpi**, Accademia di architettura, **Università della Svizzera italiana**.

Les propositions (titre et abstract, 1000 caractères) peuvent être envoyées en remplissant le formulaire à l'adresse suivante <https://forms.office.com/e/0TKzXWjzH> avant le **31.03.2024**.

#### **Comité d'organisation :**

Luigi Lorenzetti, Università della Svizzera Italiana  
Roberto Leggero, Università della Svizzera Italiana  
Hessam Khorasani Zadeh, Université de Lille  
Anna Fera, Politecnico di Milano



<sup>5</sup> Voir par exemple P. Henry, *Des tracés aux traces. Pour un urbanisme des sols*, Rennes, 2023 ; P. Viganò, *Le jardin biopolitique. Espaces, vies et transitions*, Genève, 2023 ; S. Verleene, *Un urbanisme sur sols vivants ? Esquisse d'une pensée du souterritoire à travers l'étude du Tournaisis rural en Belgique*, in M. De Marchi et H. Khorasani Zadeh (eds.), *Territori post-rurali. Genealogies and perspectives / Territoires post-ruraux. Genealogies and perspectives*, Rome, 2020, p. 57–73 ; P. Pileri, *Che cosa c'è sotto. Il suolo, i suoi segreti, le ragioni per definirlo*, Milan, 2016.

## Call for papers

# Land Use and Consumption in a Historical Perspective Definitions, Concepts, and Methods

The relationship between societies and soil is intrinsic to human history. Intimately linked to food production and consumption and to the issues of land ownership and rent, it continues to evolve in response to sustainable development challenges.

Nowadays, this relationship is strongly defined by land use and consumption practices that, at different scales, increasingly threaten the common good and the biodiversity conservation. Urban planning interventions and intensive forms of production lead to the fragmentation, erosion, and ultimately, transformation of soil into a commodity, a freely usable “raw material,” rather than recognizing it as a non-reproducible good.

In such a context, a revision of the evolution of concepts of use, consumption, and artificialization of the soil can contribute to a better understanding of the perspectives and rhetoric developed over time and in relation to contemporary challenges.

Based on these considerations, the Alpine History Laboratory (Accademia di Architettura di Mendrisio, Università della Svizzera Italiana), in collaboration with the University of Lille, organizes a conference that, through an interdisciplinary perspective, aims to delve into three main issues, namely: **(1)** the definition of soil and its services; **(2)** the concepts of property, rights, and citizenship in relation to the land use; **(3)** current perspectives on the development of an urban planning that takes care of the soils.

### **(1) Soil Definitions and Services**

Since we want to adopt a historical perspective, an identification of the definitions to be used with reference to the historical periods and the various legal, geographical, and landscape cultures across Europe, is required. For example, it might be difficult to apply the concept of “land consumption” referring to the past, not so much because similar phenomena did not exist, but because soil was generally not considered a scarce resource. This work also implies not only an evaluation of the soil value in relation to its uses (even in the past it would be possible to identify places and periods where the soil resource was scarce), but rather considering it as an essential provider of “ecosystem services”. Soil is not a merely two-dimensional surface on which to place buildings and (infra)structures, delineate boundaries, define property and extract wealth, but an active and living protagonist, albeit fragile, in human and animal life, capable of providing a range of “services”<sup>6</sup>.

In this perspective, it would be interesting and useful to historicize and geographically locate the definitions and terminologies related to soil (functions, characteristics, value, etc.), as well as the indicators used to determine its consumption, considering that these vary both at national and regional levels<sup>7</sup>.

---

<sup>6</sup> “Provisioning services: i.e. food, drinking water, timber, raw materials, etc. 2. Regulating services: e.g. flood protection, air pollution control, etc. 3. Cultural services: recreational services, etc. 4. Supporting services: i.e. all the processes that guarantee the necessary preconditions for the existence of ecosystems”, R. Simonetti, *Environnement et services écosystémiques dans le Polesine. Le cas d'étude de Costa di Rovigo (XIIe-XVIIe siècles)*, in D. Canzian and Elisabetta Novello (Eds.), *Ecosystem Services in Floodplains*, Padua, 2019, p. 29–30.

<sup>7</sup> For example, with reference to the ISPRA reports that monitor soil consumption in Italy (distinguishing between reversible and non-reversible land cover), it was recently stated that they define agricultural practices as a danger to the soil in that “areas occupied by farm buildings, greenhouses, storage areas, roads or other artefacts and infrastructures in any case at the service of agricultural activities (...) are considered ‘consumed’ in the same way as any urbanised area,

Starting from these observations, the following lines of analysis are proposed:

1. What definitions related to soil and its consumption can be used to describe contemporary phenomena and historical phenomena?
2. Is it possible to relate soil consumption phenomena to the past?
3. How does the relationship between soil scarcity, the impact of consumption, geographic and temporal scales vary? Which consequences do the scarcity of soil, determined by its consumption, produce on a local scale and on larger scales?

## **(2) Property, Rights, Citizenship**

Soil is a resource that generates various ecosystem services for the benefit of the society. From this point of view, one wonders if it is possible to speak of a “right to the soil,” as a tool that ensures a fair access to these services and a proper exercise of citizenship rights depending on it.

However, soil is a scarce and fragile resource, and the soil consumption, logically, puts the services it provides at risk. Therefore, one wonders if it is not necessary to prioritize a true “right of the soil,” capable of guaranteeing its vitality and quality and, consequently, the other rights.

Reflections on common property, collective land management and the “new commons”<sup>8</sup> are just some of the ways in which we can take a step towards a “right to the soil,” or even a “right of the soil.” Perspectives relating to the “new commons” seem to be more adapted to in contexts marked by a significant presence of agricultural activity. Such a situation refers the pre-industrial era, or to a new framework based on new principles and a new system of values, tools and laws.

Based on these observations, the following questions can be formulated:

1. How has the soil fragility been perceived in both past and contemporary cultures? Is there a chronological boundary from which an irreversible awareness of soil complexity for life emerges?
2. Could the “right of the soil” prevail compared to all other rights considering that it is essential for the life itself?
3. To what extent does land consumption differ in plain, mountainous, and intermediate territories?

## **(3) Towards a Soil-friendly Urban Planning**

Since its inception, urban planning understood soil more as an inert surface on which to place buildings and infrastructure than as a substrate. In zoning plans that still today divide the territory into different functionally homogeneous or semi-homogeneous zones (e.g., residential-commercial zones) subject to specific rules regarding land use, there is a tendency not to consider the state and quality of soils and its ecosystem services. The result is the repetition of planning policies based on ideological and partial visions<sup>9</sup>. Disregard for the ecological value of soils is evident not only in real estate speculation, but also in the decisions of local authorities, for whom the sale of agricultural land for infrastructure projects, logistics hubs and speculative housing estates becomes a simple tool of budgetary policy. This is partly due to insufficient knowledge of soil characteristics and functions. To overcome these trends, researchers and urban planners have been reflecting, for about a decade, on a “soil-friendly urban planning”<sup>10</sup> encouraging a greater integration in urban plans of

---

without taking into account that the structural endowment of farms constitutes the essential condition to prevent productive disuse and land abandonment”, *Rapporto ISPRA 2023*.

<sup>8</sup> U. Pomarici, *Beni comuni*, in Id., (Ed.), *Atlante di filosofia del diritto*, I, Turin, 2012, p. 5.

<sup>9</sup> For example, the promotion of “dense” settlements in the name of combating land consumption which is considered as *necessarily* more crucial in contexts characterized by scattered settlements.

<sup>10</sup> See, for example, P. Henry, *Des tracés aux traces. Pour un urbanisme des sols*, Editions Apogée, Rennes, 2023 ; P. Viganò, *Il giardino biopolitico. Spazi, vite e transizioni*, Rome, 2023; S. Verleene, *Un urbanisme sur sols vivants ? Esquisse d'une pensée du souterritoire à travers l'étude du Tournaisis rural en Belgique*, in M. De Marchi et H.

the soil as a provider of ecosystem services and rights. It is also essential to systematize the collection and analysis of soil-related data. This is an essential condition for ensuring greater sustainability of interventions and greater scientific awareness of the subject.

Starting from these observations, here are some guiding questions that can stimulate reflections:

1. What new perspectives on the use and consumption of soil emerge in contemporary urban planning and territorial studies? What role does digitization, telemedicine, information services, and telecommuting play in land conservation or consumption?
2. Considering the consolidated scientific work, starting from the European Soil Charter of 1972, why do policies and practices lag in providing concrete and structural answers? What possible solutions for a paradigm shift?
3. What critical issues do scientific studies and monitoring analyses highlight? What role can they play in shaping future practices and policies?

The conference will take place on **17 and 18 October 2024** in **Mendrisio** at the **Laboratorio di Storia delle Alpi**, Accademia di Architettura, **Università della Svizzera Italiana**.

Proposals (title and abstract, 1000 characters) can be submitted by filling out the form at <https://forms.office.com/e/0TKzXWjpzH> by **31.03.2024**.

#### **Organizing Committee:**

Luigi Lorenzetti, Università della Svizzera Italiana  
Roberto Leggero, Università della Svizzera Italiana  
Hessam Khorasani Zadeh, Université de Lille  
Anna Fera, Politecnico di Milano



## Call for papers

# Uso e consumo del suolo in prospettiva storica Definizioni, concetti e metodi

Il rapporto tra le società e il suolo è intrinseco alla storia umana. Strettamente legato alla produzione e al consumo alimentare e alle questioni di proprietà e rendita fondiaria, esso continua a evolversi in risposta alle sfide globali e alle questioni sulla sostenibilità.

Tale rapporto è oggi fortemente definito da pratiche d'uso e di consumo del suolo che, a diverse scale, minacciano sempre più il bene comune e la conservazione della biodiversità. Le pratiche urbanistiche, le forme di produzione intensiva e le pressioni ambientali spingono a frammentare, a erodere e infine a trasformare il suolo in una *commodity*, in una “materia prima” liberamente utilizzabile, anziché considerarlo un bene non riproducibile. Diventa dunque necessario interrogarsi su che cosa sia il suolo, quali siano le sue funzioni e quali conseguenze abbia il suo consumo, a partire dal suo significato storico. La conoscenza dell'evoluzione del concetto di “suolo” e la storia del “consumo di suolo” può contribuire a una comprensione più ampia delle prospettive e delle retoriche sviluppate nel corso del tempo e delle sfide contemporanee.

Sulla base di queste considerazioni, il Laboratorio di Storia delle Alpi (Accademia di architettura di Mendrisio, Università della Svizzera italiana), in collaborazione con l'Università di Lille, organizza un convegno che, attraverso una prospettiva interdisciplinare, intende approfondire tre questioni principali, ovvero: **(1)** la definizione del suolo e dei suoi servizi; **(2)** i concetti di proprietà, diritto e cittadinanza in rapporto al suolo; **(3)** le prospettive attuali circa un'urbanistica dei suoli.

### **(1) Usi e servizi del suolo**

Nella prospettiva storica che si vuole adottare, è necessario definire in senso diacronico, e con riferimento alle diverse culture giuridiche, geografiche e paesaggistiche europee, i termini da utilizzare. Lo stesso concetto di “consumo” di suolo potrebbe essere di difficile applicazione se riferito al passato, non tanto perché nell'antichità non vi siano stati fenomeni simili, ma perché, di regola, non era una risorsa scarsa. Ciò implica non tanto considerare il valore del terreno per la realizzazione di immobili o per l'agricoltura (in questi casi anche nel passato sarebbe possibile indicare luoghi e periodi in cui la risorsa suolo era scarsa), ma del suolo in quanto fornitore di “servizi ecosistemici”, ovvero non mera superficie bidimensionale sulla quale collocare (infra)strutture, ritagliare confini, definire proprietà, estrarre ricchezze, ma un protagonista attivo e vivo, ancorché fragile, della vita umana e animale, capace di fornire una serie di “servizi”<sup>11</sup>.

In questa prospettiva, sarebbe interessante e utile storicizzare e collocare geograficamente le definizioni e la terminologia relativa al suolo (funzioni, caratteristiche, valore etc.), gli indicatori utilizzati per stabilirne il consumo, posto che questi ultimi variano sia a livello nazionale sia a livello regionale<sup>12</sup>.

---

<sup>11</sup> «Provisioning services: ovvero cibo, acqua potabile, legname, materie prime, ecc. 2. Regulating services: ad esempio la protezione contro le inondazioni, il controllo dell'inquinamento dell'aria, ecc. 3. Cultural services: servizi ricreativi, ecc. 4. Supporting services: cioè tutti i processi che garantiscono le precondizioni necessarie per l'esistenza degli ecosistemi», R. Simonetti, *Environnement et services écosystémiques dans le Polesine. Le cas d'étude de Costa di Rovigo (XIIe-XVIIe siècles)*, in D. Canzian and Elisabetta Novello (eds.), *Ecosystem Services in Floodplains*, Padova, 2019, p. 29-30.

<sup>12</sup> Per esempio, i rapporti ISPRA che monitorano il consumo di suolo in Italia (distinguendo tra coperture del suolo reversibili e non reversibili), definiscono le pratiche agrarie come un pericolo per il suolo in quanto «superfici impegnate da fabbricati rurali, serre, aree per stoccaggio, strade o altri manufatti e infrastrutture comunque al servizio di

A partire da queste osservazioni, vengono proposte le seguenti piste di analisi:

1. Quali definizioni relative al suolo e al suo consumo possono essere impiegate per descrivere i fenomeni contemporanei e i fenomeni storici?
2. È possibile riferire al passato fenomeni di consumo del suolo?
3. Come varia il rapporto tra scarsità di suolo, incidenza del consumo, scale geografiche e temporali? La scarsità di suolo, determinata dal suo consumo, quali ordini di conseguenze produce a scala locale e a scale più ampie?

## **(2) Proprietà, diritti, cittadinanza**

Il suolo è una risorsa che genera diversi servizi ecosistemici a beneficio della moltitudine. Da questo punto di vista ci si chiede se è possibile parlare di un “diritto al suolo”, ovvero uno strumento che tuteli un equo accesso ai suddetti servizi e un giusto esercizio dei diritti di cittadinanza da esso dipendenti.

Il suolo, però, è una risorsa scarsa e fragile e, in presenza di fenomeni di consumo di suolo, logicamente, i servizi che offre sono messi a rischio. Ci si chiede pertanto se non sia necessario pensare in maniera prioritaria a un vero e proprio "diritto del suolo", capace di garantire la vitalità e la qualità dello stesso e, a cascata, altri diritti.

Le riflessioni sulla proprietà comune, sulla gestione collettiva del territorio e sui "nuovi beni comuni"<sup>13</sup> fanno emergere alcuni modi possibili per fare un passo verso un "diritto al suolo" o anche, eventualmente, un "diritto del suolo". Tali prospettive, sembrano essere più efficaci nelle aree in cui vi è una presenza significativa di attività agricola. Una tale circostanza ricorda le fasi di sviluppo dell'era preindustriale (un approccio ecologico al suolo era già presente nelle comunità antiche e nei loro modi di produzione) e spinge, tuttavia, alla necessità di sviluppare ex novo un intero sistema di principi, valori, strumenti e leggi.

Sulla base di queste osservazioni si possono formulare le seguenti domande:

1. Come è stata recepita la fragilità del suolo nella cultura del passato e in quella contemporanea? Esiste una linea di demarcazione, un confine cronologico a partire dal quale si fa strada in modo non reversibile nelle culture contemporanee la consapevolezza della complessità del suolo per la vita?
2. Il “diritto del suolo” potrebbe configurarsi come un elemento prevalente rispetto a tutti gli altri diritti se esso è determinante per la vita stessa?
3. Se e in quale misura il consumo di suolo si differenzia nei contesti di pianura, di montagna e nei territori intermedi?

## **(3) Per un’urbanistica dei suoli**

Sin dalla sua nascita, la disciplina urbanistica ha inteso il suolo più come una superficie inerte, sulla quale appoggiare dei manufatti (immobili e infrastrutture), che come un substrato. Nei piani di zonizzazione che, ancora oggi, dividono il territorio in diverse zone funzionalmente omogenee o semi omogenee (ad es. zone residenziali-commerciali) sottoposte a regole specifiche riguardo l’uso del suolo, si tende a non considerare lo stato e la qualità dei suoli e i servizi ecosistemici. Nella pratica urbanistica si continuano ad applicare schemi parziali, giustificati da retoriche politiche e ideologie<sup>14</sup>. L’indifferenza nei confronti del valore ecologico del suolo prende forma anche attraverso fenomeni di speculazione edilizia e spinte finanziarie e fiscali delle amministrazioni locali che trovano nella svendita dei suoli agricoli a favore di infrastrutture, poli logistici e

---

attività agricole (...) sono considerate “consumate” al pari di qualsiasi zona urbanizzata, senza tener conto che la dotazione strutturale delle aziende agricole costituisce la condizione essenziale per scongiurare processi di dismissione produttiva e abbandono delle terre», *Rapporto ISPRA 2023*.

<sup>13</sup> U. Pomarici, *Beni comuni*, in Id., (a cura di), *Atlante di filosofia del diritto*, I, Torino, 2012, p. 5.

<sup>14</sup> Per es. la promozione degli insediamenti “densi” in nome della lotta contro un consumo di suolo considerato come *necessariamente* più importante nei contesti marcati dalla dispersione insediativa.



complessi residenziali, un'opportunità a sostegno delle proprie finanze. Ciò avviene più frequentemente laddove la conoscenza delle caratteristiche e delle funzioni del suolo risulti scarsa. Per superare queste tendenze, urbanisti e ricercatori stanno riflettendo, già da una decina di anni, attorno a una "urbanistica dei suoli"<sup>15</sup> che inviti ad una maggiore integrazione nei piani e nei regolamenti urbanistici non solo della capacità dei suoli di fornire servizi ecosistemici ma anche di garantire i "diritti del suolo". Per sostenere questo percorso risulta imprescindibile anche una raccolta attenta e costante dei dati.

A partire da queste osservazioni si propongono alcune domande guida che possono stimolare le riflessioni:

1. Quali nuove prospettive circa l'uso e il consumo del suolo emergono nell'urbanistica e negli studi territoriali contemporanei? Quale ruolo hanno la digitalizzazione, la telemedicina, i servizi informatici, il telelavoro nel risparmio o nel consumo di suolo?
2. Considerando il consolidato lavoro scientifico in merito, a partire dalla Carta Europea del Suolo del 1972, per quale ragione le politiche e le pratiche tardano a fornire risposte concrete e strutturali? Quali possibili soluzioni per un cambio di paradigma?
3. Studi scientifici e analisi di monitoraggio quali criticità evidenziano? Che tipo di ruolo possono avere nella costruzione delle future pratiche e politiche?

Il convegno si svolgerà nei giorni **17 e 18 ottobre 2024** a Mendrisio presso l'**Accademia di architettura dell'Università della Svizzera Italiana**.

Le proposte di comunicazione (titolo e abstract, 1000 caratteri) possono essere inviate compilando il form all'indirizzo <https://forms.office.com/e/0TKzXWjzH> entro il **31.03.2024**

#### **Comitato di organizzazione:**

Luigi Lorenzetti, Università della Svizzera Italiana  
Roberto Leggero, Università della Svizzera Italiana  
Hessam Khorasani Zadeh, Università di Lille  
Anna Fera, Politecnico di Milano



<sup>15</sup> Vedi, per es., P. Henry, *Des tracés aux traces. Pour un urbanisme des sols*, Editions Apogée, Rennes, 2023 ; P. Viganò, *Il giardino biopolitico. Spazi, vite e transizioni*, Roma, 2023; S. Verleene, *Un urbanisme sur sols vivants ? Esquisse d'une pensée du souterritoire à travers l'étude du Tournaisis rural en Belgique*, in M. De Marchi e H. Khorasani Zadeh (a cura di), *Territori post-rurali. Genealogie e prospettive / Territoires post-ruraux. Généalogies et perspectives*, Roma, 2020, p. 57-73; P. Pileri, *Che cosa c'è sotto. Il suolo, i suoi segreti, le ragioni per definirlo*, Milano, 2016.